

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes	VII
 L'accord anti-Brexit ou l'antichambre de la dilution de l'Union européenne.....	XIII
De l'arrangement anti-Brexit au Brexit : de Scylla en Charybde	XIX
Avant-propos	XXV
Sommaire	XXVII

ÉTUDES

Du manuel au traité : une double expérience d'écriture autour du droit européen, par Jean-Sylvestre BERGÉ.....	3
I. Du genre traité au manuel de droit européen.....	4
II. Du manuel de droit européen au traité de droit civil.....	8
La notion d'aide d'État au prisme de la recherche de neutralité concurrentielle, par Édouard DUBOUT.....	13
I. La recherche de neutralité financière	18
A. L'absence de financement public.....	18
B. Le recours à un financement privé.....	20
II. La recherche de neutralité comportementale	23
A. L'État puissance publique	24
B. L'État opérateur économique	27
III. La neutralité systémique de l'intervention publique.....	30
A. La délimitation du cadre de référence	31
B. La discrimination au sein du cadre de référence	34

La zone euro « sauvée » aussi par la Cour de justice de l'Union européenne, par Francette FINES	39
I. L'étendue de la garantie juridictionnelle face aux mesures de lutte contre la crise dans la zone euro.....	42
A. Un accès contrasté à la juridiction européenne.....	42
B. Les modalités d'inscription de la zone euro dans une Union démocratique et de droit	48
II. La défense jurisprudentielle de la lutte contre la crise des dettes souveraines dans la zone euro	55
A. Le respect de la répartition des compétences fixée par les traités européens.....	55
B. Des interventions compatibles avec les clauses européennes d'interdiction de financement ou de renflouement	60
 La progressive et inévitable avancée des considérations économiques dans le domaine des justifications d'intérêt général aux restrictions du marché intérieur, par Daniele GALLO.....	 67
I. L'approche traditionnelle de la Cour de justice (et ses limites) concernant les dérogations expresses et les raisons impérieuses d'intérêt général.....	68
II. De l'imperméabilité à l'infiltration de considérations économiques à leur avancée dans l'étendue des dérogations expresses et des raisons impérieuses	71
III. L'affaire <i>Essent</i> et la dichotomie entre les intérêts économiques purs et impurs : la mise en question réitérée et définitive de la <i>doctrine of non-economic considerations</i>	82
IV. La notion d'intérêt général et l'inévitable superposition entre économique et extra-économique dans le cadre de la prestation des services publics.....	86

Sens, contresens et non-sens de la typologie des actes de l'Union européenne, par Laetitia GUILLOUD-COLLIAT.....	91
I. Sens de la typologie des actes issue du traité de Lisbonne	93
A. La signification : un effort de clarification du système normatif de l'Union	93
B. L'orientation : la tentative de démocratisation du système normatif de l'Union.....	96
II. Contresens de la typologie des actes issue du traité de Lisbonne.....	98
A. Les ambiguïtés	98
B. Les reculs	100
III. Non-sens de la réforme de la typologie des actes issue du traité de Lisbonne	101
A. Les incohérences	102
B. Les impasses	103
 Le multilinguisme dans l'Union européenne, par Isabelle PINGEL.....	 107
I. Le régime linguistique.....	108
A. Le régime applicable aux institutions.....	109
B. Le régime applicable aux autres organes.....	114
II. La politique de traduction	116
A. Une politique de traduction est possible	116
B. Une politique de traduction est nécessaire	121

La circonstance exceptionnelle de l'exigence de « protection de la sécurité nationale ou de l'ordre public » applicable aux « personnes demandant la protection internationale », par Emmanuelle SAULNIER-CASSIA	125
I. Les motifs de sécurité et d'ordre public : des dérogations classiques au principe de liberté de circulation des demandeurs de protection internationale ?	127
A. Les motifs relatifs aux notions d'ordre public et de sécurité en droit de l'Union ou le reflet de « résistances » nationales à la liberté de circulation des personnes.....	128
B. Les « raisons juridiques ou d'ordre public » dans le droit dérivé de l'ELSJ ou la marge de manœuvre illimitée des États membres pour la rétention déguisée des demandeurs d'asile	132
II. « La protection de la sécurité nationale ou de l'ordre public » : une « circonstance exceptionnelle » de placement en rétention de personnes demandant la protection internationale	135
A. L'instabilité de l'équilibre entre la « protection de la sécurité nationale ou de l'ordre public » avec l'atteinte à la liberté de circulation des demandeurs de protection internationale à l'épreuve des principes de nécessité et de proportionnalité	137
B. La compatibilité de l'article 8 § 3, premier alinéa, sous e) de la directive 2013/33/UE avec l'article 6 de la Charte des droits fondamentaux....	140
Le recouvrement amiable à l'épreuve du droit européen des pratiques commerciales déloyales, par Denis VOINOT.....	145
I. Le sort incertain du recouvrement amiable dans les relations B2C	147
A. Incertitude quant à l'applicabilité de la directive sur les pratiques commerciales déloyales au recouvrement amiable	148
B. Incertitude quant à l'application de la directive sur les pratiques commerciales déloyales au recouvrement amiable	150
II. Le renforcement du recouvrement amiable dans les relations B2B.....	152
A. Lutte contre les clauses et pratiques abusives du débiteur	152
B. Encadrement limité des pratiques commerciales déloyales du créancier	155

ACTES DE L'ATELIER DOCTORAL

Le principe de reconnaissance mutuelle appliqué au droit constitutionnel européen, par Pierre-Emmanuel PIGNARRE	159
I. La reconnaissance mutuelle des identités constitutionnelles des États membres au sein de l'Union européenne par le biais de l'article 4 § 2 TUE.....	163
A. L'article 4 § 2 TUE, une clause de préservation des identités constitutionnelles nationales au sein de l'Union	163
B. L'article 4 § 2 TUE dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.....	165
II. La reconnaissance mutuelle des identités constitutionnelles des États membres au sein de l'Union européenne par le biais des protocoles annexés aux traités : « tous pour un, un pour tous »	167
A. La diversité des protocoles annexes	167
B. Les protocoles comme mécanisme de consécration du pluralisme constitutionnel au sein de l'Union européenne.....	169
 Reconnaissance et confiance mutuelles dans l'ordre juridique de l'Union européenne : la fraude des mots, par Pauline CORRE-DUMOULIN	 171
I. La présomption de confiance mutuelle, instrument privilégié du discours institutionnel de renforcement de la reconnaissance mutuelle.....	176
A. Un outil sémantique institutionnel de maximisation fonctionnelle de la reconnaissance mutuelle	176
B. Un outil de légitimation paradoxale de l'action législative de l'Union nécessaire à la reconnaissance mutuelle	180
II. L'autonomisation de la confiance mutuelle, élément de structuration des rapports interétatiques au-delà de la reconnaissance mutuelle.....	184
A. Un instrument de structuration de l'intégration horizontale se détachant de la reconnaissance mutuelle	184
B. Un élément bancal de particularisation de l'Union européenne détaché de la reconnaissance mutuelle	187

**Principe de réciprocité et principe de reconnaissance mutuelle :
des voies qui se croisent ?,**

par Alexandra FERENTINOÛ et Stamatina XEFTERI 193

- I. Les caractéristiques communes du principe de réciprocité et du principe de reconnaissance mutuelle 195
 - A. L'objectif commun..... 196
 - B. Les fondements communs 199
- II. Les points de divergence entre le principe de réciprocité et le principe de reconnaissance mutuelle 202
 - A. Le principe de réciprocité : un principe difficilement conciliable avec l'ordre juridique de l'Union européenne 202
 - B. Le principe de reconnaissance mutuelle : un principe inhérent à la nature et la logique de l'ordre juridique de l'Union 205

Les limites à l'application de la reconnaissance mutuelle dans le marché intérieur,
par Mihaela ILIEVA..... 209

- I. Le caractère hétérogène des limites 211
 - A. L'encadrement par l'intérêt général national..... 211
 - B. L'encadrement par le contrôle d'équivalence 214
- II. L'étendue fluctuante des limites 219
 - A. Le contrôle juridictionnel variable des limites 219
 - B. Les conséquences des limites au regard de l'efficacité de la reconnaissance mutuelle..... 222

**L'application de la reconnaissance mutuelle à la matière migratoire
(visas, asile, immigration, contrôles aux frontières),**

par Alix LOUBEYRE..... 227

- I. Le développement des instruments de reconnaissance mutuelle des décisions négatives en matière migratoire..... 228
 - A. Le système Dublin, un instrument de reconnaissance mutuelle des décisions négatives en matière d'asile..... 229
 - B. L'organisation sophistiquée de la reconnaissance mutuelle des décisions nationales refusant l'entrée et le séjour des étrangers 231

II. L'absence d'organisation de reconnaissance mutuelle des décisions nationales conférant des droits aux étrangers.....	236
A. L'absence d'organisation d'une reconnaissance mutuelle des décisions positives en matière d'asile ou l'incomplétude du système européen commun d'asile (SECA)	236
B. Les réticences des États membres concernant la reconnaissance des décisions positives en matière d'immigration	238
 Reconnaissance mutuelle et fiscalité directe : quelles perspectives ?, par Flora SICARD	 243
I. Reconnaissance mutuelle et fiscalité directe : repenser le problème.....	249
A. S'affranchir des obstacles théoriques.....	250
B. Nuancer les constats pratiques.....	253
II. Reconnaissance mutuelle et fiscalité directe : envisager des projections.....	258
A. Élaborer une stratégie équilibrée	258
B. Identifier les difficultés résiduelles	262

CHRONIQUES

Parlement européen, par Cristina CONTARTESE, Magdalena LICKOVA, Aurélie MELCHIOR et Martin PETSCHKO, sous la responsabilité de Eleftheria NEFRAMI.....	 271
I. Vie institutionnelle	271
A. La réforme du Tribunal	272
B. La réforme de la loi électorale de l'Union européenne	272
C. Le Parquet européen.....	274
D. La nomination des commissaires	275
E. L'initiative citoyenne européenne	275
II. Exercice des pouvoirs du Parlement européen	277
A. Union économique et monétaire	277
B. Action extérieure de l'Union européenne	279
C. Protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne	302
D. Activités législatives du Parlement européen	306
E. Activités budgétaires du Parlement européen	315

Conseil européen et Conseil de l'Union européenne, sous la responsabilité de Rostane MEHDI	321
I. Dynamique et défis institutionnels	322
A. Le Conseil européen : la solidarité européenne à l'épreuve	322
B. Les présidences du Conseil de l'Union européenne	326
II. Impulsion et conduite des politiques de l'Union	328
A. L'action économique et sociale.....	328
B. Les Conseils et la politique intégrée énergie-climat.....	336
III. Les conseils au révélateur de la crise migratoire.....	344
A. Les dissensions internes.....	345
B. La difficile mise en œuvre d'une approche inclusive	349
IV. Des enjeux sécuritaires au cœur de l'action des conseils.....	352
A. L'expression symbolique de la solidarité européenne	353
B. Une action constante au service de réalisations inégales	355
V. L'action internationale des Conseils	360
 Commission européenne, sous la direction de Claude BLUMANN, en collaboration avec Valérie ADAM et Luigi CAPPELLETTI.....	 367
I. La mise en place de la nouvelle Commission.....	368
A. Une nouvelle formule pour le collège	370
B. Pour réformer l'organisation interne de la Commission.....	377
II. La fonction d'initiative sous le regard de la Cour de justice de l'Union européenne.....	382
A. Le droit de retrait des propositions	383
B. Premier contrôle sur l'initiative citoyenne européenne	390
III. La fonction d'exécution-délégation sous le regard de la CJUE.....	395
A. Sur la distinction entre actes délégués et actes d'exécution	395
B. Sur les limites du pouvoir d'exécution de la Commission.....	400
C. Sur les limites du pouvoir délégué de la Commission	404
D. Sur la délégation de pouvoirs à d'autres organes	405

Contentieux devant la Cour de justice de l'Union européenne, par Brunessen BERTRAND	411
I. Les réformes structurelles et procédurales de la Cour de justice de l'Union européenne	411
A. La nouvelle architecture juridictionnelle dans l'Union	411
B. Le nouveau règlement de procédure du Tribunal	414
II. Le contentieux institutionnel	415
III. Le contentieux administratif	417
A. La recevabilité des recours en responsabilité contre le Médiateur et la Banque centrale européenne	417
B. La recevabilité des recours en annulation des particuliers	420
IV. Le renvoi préjudiciel	422
 Droits fondamentaux, par L'institut de droit européen des droits de l'homme sous la direction de Romain TINIÈRE, en collaboration avec Christophe MAUBENARD, Caroline PICHERAL et Claire VIAL	427
I. L'utilisation contentieuse de la Charte des droits fondamentaux	428
A. Cour de justice de l'Union européenne et droit de la Convention : vers un retour à la normale ?	428
B. L'hétérogénéité normative de la Charte des droits fondamentaux	432
C. Le droit à la non-discrimination	438
D. L'arrêt <i>Delvigne</i>	442
E. L'arrêt <i>Schrems</i>	444
II. Le contrôle non juridictionnel des droits fondamentaux dans l'Union	449
III. Approches thématiques	451
A. Droits fondamentaux et sécurité	451
B. Droit d'asile et politiques migratoires	455

Citoyenneté,

par Myriam BENLOLO-CARABOT, Anastasia ILIOPOULOU-PENOT

et Sophie ROBIN-OLIVIER 461

I. L'arrêt *Alimanovic* (aff. C-67/14) 462II. L'arrêt *Martens* (aff. C-359/13) 465III. L'arrêt *Singh* (aff. C-218/14) 467IV. L'arrêt *Delvigne* (aff. C-650/13) 470**Espace de liberté, de sécurité et de justice,**

sous la responsabilité de Henri LABAYLE

avec la participation de Pierre BERTHELET, Amélie DA FONSECA, Léa DUMONT,

Marion FONTAINE, Marie GARCIA, Marguerite GUIRESSE, Joanna PÉTIN,

Sylvie PEYROU, Francisco SANCHEZ-RODRIGUEZ, Charlotte SAUMAGNE 473

I. Les politiques communes 473

A. La politique commune de contrôle aux frontières 474

B. La politique commune d'asile 477

C. La politique commune d'immigration 484

II. La coopération judiciaire civile 493

A. Les modifications législatives dans le domaine de la coopération
judiciaire en matière civile 493B. Les interprétations jurisprudentielles dans le domaine
de la coopération judiciaire en matière civile 495

III. La coopération judiciaire pénale 499

A. La nouvelle directive européenne anti-blanchiment
et le nouveau règlement sur les informations accompagnant
les virements de fonds 499

B. Rapport Eurojust 2014 502

C. Le contentieux en matière de coopération judiciaire 505

IV. La coopération policière et opérationnelle 510

A. La lutte contre le terrorisme 510

B. Le rapport TE-SAT 2015 514

C. La protection des données 522

Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), par Catherine SCHNEIDER	531
I. Une approche institutionnelle de la PESC	531
A. Une nouvelle Commission pour une nouvelle PESC	531
B. L'entrée en fonction du nouveau Haut représentant, Federica Mogherini.....	534
C. Le Conseil européen des 25 et 26 juin 2015, « étape décisive » de la PSDC transformée en rendez-vous manqué	536
D. La Cour de justice et ses principales « jurisprudences PESC »	538
E. L'adhésion de l'Union européenne à la CEDH « rattrapée par la PESC »	546
II. Une approche fonctionnelle de la PESC	547
A. Un activisme confirmé en matière de sanctions	547
B. La levée des sanctions touchant le Belarus (octobre 2015)	552
C. La prolifération des nouvelles opérations et missions PSDC et la crise d'EULEX Kosovo.....	554
D. L'invocation par la France de la clause de défense mutuelle suite aux attentats du 13 novembre 2015	582
 Association, partenariat, coopération, sous la direction de Isabelle BOSSE-PLATIERE, Catherine FLAESCH-MOUGIN, Joël LEBULLENGER et Cécile RAPOPORT	589
 Les ambivalences de la politique associative de l'Union européenne à l'Est : entre prospérité et instabilité, par Cécile RAPOPORT	591
I. L'instrumentalisation des procédures au service de la politique associative de l'Union	593
A. Le fondement juridique matériel des nouveaux accords d'association	593
B. La mixité fluctuante des nouveaux accords d'association	596

II. Les marges de manœuvre réduites de l'Union dans la conduite de sa politique associative	597
A. Une politique associative ambitieuse paradoxalement génératrice d'instabilité pour le voisinage	599
B. Le nécessaire ajustement de la politique associative de l'Union européenne à l'égard de son voisinage oriental	602
 Politique commerciale commune, par Christine KADDOUS, Elisabet RUIZ CAIRÓ et Margaux BIERMÉ	609
I. Communication « commerce pour tous »	609
II. Union douanière.....	611
A. Interprétation du Code des douanes.....	612
B. La participation de l'Union européenne à la Convention relative au régime de transit commun et l'adhésion de deux États tiers	616
C. Application de la convention régionale sur les règles d'origine préférentielles paneuro-méditerranéennes à la Turquie	617
D. Régimes applicables aux importations et aux exportations et instruments relatifs au commerce de certains biens.....	618
III. Réglementations commerciales : armes, tabac, produits dérivés du phoque	630
A. Traité sur le commerce des armes et adoption des règles de procédure lors de la première conférence des États parties	630
B. Lutte contre le commerce illicite du tabac.....	632
C. Produits dérivés du phoque	636
IV. Protection des investissements et accords commerciaux	639
A. Convention des Nations Unies sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États.....	639
B. Nouveau système de règlement des différends entre investisseurs et États proposé par la Commission européenne	642
C. TTIP et autres accords commerciaux	644
V. Relations entre l'Union européenne et l'OMC.....	650
A. Accord général sur le commerce des services et les PMA.....	650
B. Mesures antidumping ou antisubventions en lien avec l'OMC	651
C. Conclusion par l'Union européenne de l'accord sur la facilitation des échanges	654
D. Éclairage nouveau sur le contrôle de la légalité des actes des institutions avec les règles de l'OMC	655
E. Précisions sur la signification de l'exception Nakajima.....	662

Libre circulation des marchandises, par Claude BLUMANN	667
I. L'harmonisation des législations nationales.....	669
A. Intensité de l'harmonisation	669
B. Clauses de sauvegarde	671
II. Les impositions intérieures	675
A. Impositions intérieures en solo	675
B. Impositions intérieures et atteintes à la libre circulation des marchandises	676
III. Mesures d'effet équivalent.....	680
A. MEERQ et autres entraves à la libre circulation	680
B. Qualification de mesures d'effet équivalent	684
C. Justifications	686
IV. Règles et normes techniques	688
 Libre circulation des capitaux 2014-2015, sous la responsabilité de Fabrice PICOD par Flora SICARD	691
I. Champ d'application de la libre circulation des capitaux	692
A. Notion de capitaux	692
B. Échanges visés	696
C. Délimitation au regard des autres libertés.....	703
II. Régime de la libre circulation des capitaux	709
A. Restrictions interdites	710
B. Justifications admises	721
C. Exceptions et mécanismes spécifiquement applicables aux échanges avec les États tiers	728

Contrats publics, par Anémone CARTIER-BRESSON et Delphine DERO-BUGNY.....	733
I. Le rappel de notions essentielles	735
A. La notion de concession de services	735
B. La notion d'opérateur économique	737
II. Le rappel des règles encadrant la passation et l'attribution des marchés publics	739
A. L'impossibilité pour le pouvoir adjudicateur de s'écarter de son avis d'appel d'offres	739
B. La possibilité de soumettre les soumissionnaires et leurs sous-traitants à une obligation de salaire minimum	741
C. L'évaluation de la qualité d'une équipe en tant que critère d'attribution d'un marché public.....	744
D. Marchés publics et conflit d'intérêts.....	745
III. L'apport de précisions sur les recours dans le domaine des marchés publics.....	748
A. Frais de justice et droit au recours effectif en matière de marchés publics	748
B. Action en dommages et intérêts.....	750
C. Qualification de juridiction nationale dans le contexte des recours en matière de passation des marchés publics.....	752
 Agriculture et alimentation, par Marc BLANQUET	 753
I. Cadre général de la PAC	753
A. Cadre interne.....	753
B. Cadre international	761
C. Cadre financier.....	763
II. Mesures relatives aux marchés agricoles	768
A. Plans d'urgence.....	769
B. Aspects sectoriels	775
C. Règles de concurrence	778

III. Développement rural	780
A. Flexibilité	780
B. Lancement de la mise en réseau	781
C. Financement du développement rural	781
D. Bouclage de l'approbation des plans de développement rural	782
E. Volet rural de la stratégie numérique	783
IV. « 3 ^e pilier » de la PAC : qualité des produits, santé et sécurité alimentaire	783
A. Qualité des produits agricoles	783
B. Promotion et information en faveur des produits agricoles	788
C. Alimentation saine	792
D. Sécurité alimentaire	793
E. Santé et bien-être animal	798
 Transports, par Vincent CORREIA, Loïc GRARD et Sébastien MARTIN	801
I. Transports terrestres	803
A. Adoption de mesures en « faveur » de l'environnement	804
B. Remises en cause de pratiques nationales concernant l'immatriculation de véhicules	805
C. Sanction de différentes aides publiques	807
II. Aviation civile	809
A. La consolidation des règles de sécurité et de sûreté aériennes	811
B. Les droits des passagers et la responsabilité contractuelle des transporteurs aériens	814
C. Le droit de la concurrence à la lumière du droit à une protection juridictionnelle effective	816
D. La répartition des compétences toujours au cœur des relations extérieures de l'Union européenne dans le secteur de l'aviation civile	818
III. Transports maritime et fluvial	820
A. Protection de l'environnement	821
B. Harmonisation de certaines conditions d'exploitation des activités maritimes	822
C. Le droit de la concurrence	824

Protection de l'environnement, par Ludwig KRÄMER	827
I. La planification environnementale	827
A. Le programme pour 2016	827
B. Le changement climatique	828
C. Développement durable	828
D. Économie circulaire	829
II. Questions horizontales	830
A. Accès à l'information	830
B. Accès à la justice	832
C. Évaluation d'impact environnemental	834
D. Installations industrielles	835
III. Les secteurs	836
A. Biodiversité et conservation de la nature	836
B. Arrêter la perte de la biodiversité avant 2020 : examen à mi-parcours	837
C. Produits	838
D. Installations industrielles	840
E. Pollution des eaux	842
F. Changement climatique	846
G. Déchets	848
 Énergie, par Claire VIAL et Vincent BOUHIER	 853
I. Le fonctionnement du marché intérieur	858
A. Un marché sécurisé	859
B. Un marché concurrentiel	861
C. Un marché interconnecté	869
II. La protection de l'environnement	873
A. La promotion de l'efficacité énergétique	873
B. Le développement des énergies renouvelables	877
C. La réduction des émissions de gaz à effet de serre	878
III. La coopération internationale	886

Santé publique, par Nathalie DE GROVE-VALDEYRON.....	889
I. Les domaines d'action prioritaires du programme de santé publique	889
A. Promouvoir la santé, prévenir les maladies et œuvrer à la création de conditions favorables à des modes de vie sains	890
B. Protéger les citoyens contre les menaces sanitaires transfrontières graves sur la santé	896
C. Contribuer à la mise en place de systèmes de santé innovants, efficaces et viables : les réseaux « ETS » et « santé en ligne »	898
D. Faciliter l'accès des citoyens à des soins plus sûrs et de meilleure qualité	899
II. Les aspects contentieux.....	902
A. Le contentieux pharmaceutique.....	902
B. Contentieux « général » dans le domaine de la santé	909
 Questions sociales, par Sylvie HENNION.....	 913
I. Le statut de travailleur.....	913
A. L'extension du statut de travailleur	914
B. L'effritement du statut de travailleur dans le cadre de la libre circulation des travailleurs	919
II. Les politiques sociales de l'entreprise	922
A. Les conditions de licéité de la désignation d'un unique opérateur économique pour la gestion d'un régime de prévoyance complémentaire dans une convention collective étendue.....	922
B. L'aménagement du temps de travail	925
C. Le transfert d'entreprise	930

Politique de cohésion économique, sociale et territoriale, par Stéphane DE LA ROSA	933
I. L'adoption de dispositions précisant la mise en œuvre de la programmation 2014-2020	933
II. L'actualité contentieuse de la politique de cohésion	936
A. Une clarification du régime probatoire des irrégularités	937
B. Le respect scrupuleux des exigences de délai	938
C. La persistance d'incertitude dans le contentieux de l'extrapolation	939
 Droit fiscal de l'Union européenne, par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE.....	943
I. L'intégration négative des droits fiscaux nationaux.....	943
A. La prohibition des restrictions fiscales à la liberté de circulation des marchandises.....	943
B. La prohibition des restrictions fiscales à la liberté de circulation des personnes, des services et des capitaux	948
C. La prohibition des aides d'État fiscales sous forme fiscale incompatibles avec les exigences du marché intérieur	983
II. L'intégration positive des droits fiscaux nationaux	998
A. L'harmonisation fiscale	998
B. L'élimination des doubles impositions	1023
C. La coopération fiscale.....	1026
 Union économique et monétaire, par Francesco MARTUCCI	1033
I. Eurosysteme	1033
A. Le contentieux de la Banque centrale européenne.....	1034
B. Les missions fondamentales	1041
II. Gouvernance économique	1044
A. Le cadre de politique économique.....	1044
B. L'assistance financière	1047

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE 2015,

sous la responsabilité de Fabrice PICOD	1053
I. Recueils de textes et de jurisprudence	1053
II. Manuels et traités	1056
III. Thèses	1064
IV. Monographies.....	1077
V. Ouvrages collectifs.....	1090
VI. Ouvrages à caractère pédagogique.....	1123
VII. Mélanges.....	1124

REVUE DES REVUES,

sous la responsabilité de Fabrice PICOD coordinatrices Mihaela ILIEVA et Lucia KODRIKOVA	1125
I. Traités constitutifs et nouveaux traités	1128
II. Droit institutionnel	1129
III. Droits nationaux et droits européens	1140
IV. Élargissement.....	1149
V. Droits fondamentaux.....	1150
VI. Citoyenneté européenne.....	1162
VII. Contentieux.....	1164
VIII. Relations extérieures	1169
IX. Espace de liberté, de sécurité et de justice.....	1173
X. Libertés de circulation.....	1176
XI. Fiscalité et douanes.....	1178
XII. Concurrence	1185
XIII. Actions et politiques communes.....	1195
XIV. Propriété intellectuelle	1208
XV. Droit international privé européen.....	1209

Index des noms de personnes.....	1213
Index thématique.....	1219
Index de jurisprudence	1233